

Séance ordinaire du mardi 11 octobre 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le onze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Clara GIMENEZ, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Marie MASSART, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Jacques DOMERGUE.

Adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants porté par l'association Francesco Tonucci - APS Francesco Tonucci - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Montpellier est la première ville française à adhérer au réseau international Villes des enfants, actuellement composé de plus de 200 villes dans 15 pays à travers le monde (Italie, Suisse, Espagne, Portugal, Liban, Mexique, République Dominicaine, Costa Rica, Colombie, Pérou, Chili, Argentine, Uruguay, Brésil et France). Ce réseau international est animé par la philosophie et les propositions du projet « *ville des enfants* » de Francesco TONUCCI, par le biais de son association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* ».

Ancien chercheur renommé de *l'Istituto di scienze e tecnologie della cognizione* (CNR Rome), spécialiste de l'enfance et militant des droits de l'enfant, auteur de nombreux livres et articles, Francesco TONUCCI a initié le projet novateur de ville des enfants dans les années 90. L'idée centrale de son travail est de favoriser le changement en prenant les enfants comme paramètre des décisions politiques avec la conviction que, comme le répète souvent Francesco TONUCCI, « *une ville qui convient aux enfants sera une ville meilleure pour tous* ».

Donner la possibilité aux enfants d'explorer seuls leurs quartiers et leur ville est au cœur du travail de recherche de Francesco TONUCCI pour lequel la place importante dévolue à la voiture sur l'espace public ne propose pas un environnement sécurisé pour les enfants : pollution, insécurité routière, bruit... Ainsi, construire une ville à hauteur d'enfants signifie rééquilibrer les espaces en faveur des plus fragiles, les piétons, les usagers des modes actifs mais également de donner une plus large place aux enfants en les associant aux décisions prises par la municipalité.

Il s'agit ici de développer une nouvelle philosophie de gestion de la ville : mobilités, urbanisme, espace public, parcs, loisirs, sport, culture, santé, participation citoyenne... Ce projet est transversal car il ne concerne pas seulement les enfants, mais toute la ville et tous les secteurs de son administration. En cela, il s'inscrit dans la dynamique municipale actuelle et l'ambition portée par l'équipe municipale : faire de Montpellier une ville des enfants. Cet engagement fort, cet idéal conforté par les drames de la route qui ont touché et touchent les enfants, s'incarne dans une action résolue pour un meilleur partage de l'espace public, afin de l'apaiser et de redonner toute leur place aux enfants, qu'ils soient à pied, à vélo, seuls ou entre amis. Il faut qu'ils puissent explorer leur environnement, la ville, au travers de rêveries et d'aventures. Il s'agit donc de créer une ville pour toutes et tous, où chacun pourra s'épanouir et dans laquelle les petites Montpelliéraines et petits Montpelliérains deviennent dès aujourd'hui des citoyens actifs de la cité.

Avec le développement des quartiers apaisés, des rues aux écoliers, les transports en communs désormais gratuits pour les enfants mais également la diversification de l'offre culturelle jeunesse et l'accès des enfants à la pratique sportive dans les clubs et équipements rénovés, Montpellier porte déjà haut et fort cette philosophie de la ville des enfants.

Un vrai changement de paradigme a donc commencé à s'opérer sur le territoire, permettant de concrétiser la transition écologique des déplacements et donnant les moyens aux enfants de partir à la découverte de la cité et de se déplacer vers des événements faits pour eux.

La démarche de la ville des enfants repose sur la création d'un « *Laboratoire Ville des enfants* », c'est-à-dire un groupe de travail choisi par le Maire pour piloter et mettre en œuvre le projet au niveau local. Composé de représentants de la Collectivité, de partenaires extérieurs (habitants, associations, écoles, communauté éducative, universitaires, parents...) et d'un conseil des enfants qui sera mis en lien avec l'actuel Conseil municipal des enfants (CME), il est l'intermédiaire entre l'administration et les enfants. Il sert également à créer et entretenir le réseau des différents acteurs sociaux impliqués dans le projet et nécessaire à sa réussite. C'est un lieu où fonctionne le groupe de travail et où se réunit le Conseil des enfants. Lors de ces réunions, les enfants sont appelés à apporter leur contribution à l'aménagement de la ville.

L'adhésion au réseau Ville des enfants est gratuite, elle suppose un accompagnement d'un an minimum de la Ville de Montpellier par l'association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* » pour :

- Le lancement et la mise en œuvre du laboratoire Ville des enfants ;
- La formation des membres du laboratoire Ville des enfants ;
- L'accompagnement global de la démarche Ville des enfants à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier au réseau international Villes des enfants ;
- D'autoriser l'accompagnement de la Ville pour la mise en œuvre de leurs préconisations par l'association « *Associazione di Promozione Sociale Francesco Tonucci* » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 octobre
2022**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221011-205475-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 20/10/22
Réception en Préfecture : 20/10/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.